



OBSERVATOIRE géopolitique de l'Indo-Pacifique

GÉOPOLITIQUE DES PORTS DE L'INDO-PACIFIQUE *LE QUAD ET SON ÉVOLUTION VERS LES PORTS ET LES MINÉRAUX CRITIQUES DANS UN INDO-PACIFIQUE SANS « INDO »*

Marianne Péron-Doise / Directrice de recherche à l'IRIS,
directrice de l'Observatoire géopolitique de l'Indo-Pacifique
et co-responsable du Programme Asie-Pacifique de l'IRIS

Juillet 2026



PRÉSENTATION DE L'AUTRICE



Marianne Péron-Doise / Directrice de recherche à l'IRIS, directrice de l'Observatoire géopolitique de l'Indo-Pacifique et co-responsable du Programme Asie-Pacifique de l'IRIS

Marianne Peron-Doise est directrice de recherche à l'IRIS, spécialiste des questions stratégiques en Asie. Elle y dirige l'Observatoire géopolitique de l'Indo-Pacifique et le Programme Asie-Pacifique. Elle est également chargée d'enseignement à SciencesPo Paris, l'Université catholique de Lille et l'Institut français de Géopolitique.

Ses travaux portent sur les questions géopolitiques en Indo-Pacifique avec un accent sur les questions de sécurité et de défense en Asie du Nord-Est (Japon-Péninsule coréenne), les alliances, les problématiques de sécurité maritime globales, les marines et forces maritimes émergentes ainsi que les principaux théâtres maritimes (océan Indien, mers de Chine, océan Pacifique).

PRÉSENTATION DE L'OBSERVATOIRE

L'Observatoire géopolitique de l'Indo-Pacifique de l'IRIS a pour ambition de constituer une plateforme visible et référencée afin d'accueillir toutes les contributions et les lectures provenant de différentes parties de l'Indo-Pacifique et de disciplines diverses. Elle offre un lieu de production d'analyses et de débats, mais aussi une bibliothèque thématique sur un espace dont la pertinence commence à peine à être discutée.

Cet observatoire est dirigé par **Marianne Peron-Doise**, directrice de recherche à l'IRIS, et s'inscrit dans le cadre du Programme Asie-Pacifique.



PROGRAMME
ASIE-PACIFIQUE

Par son poids économique, démographique et la persistance d'une multitude de défis politiques, stratégiques et sécuritaires, l'Asie-Pacifique fait l'objet de toutes les attentions. Le programme Asie-Pacifique de l'IRIS et son réseau de chercheurs reconnu à l'échelle nationale et internationale se donnent pour objectif de décrypter les grandes dynamiques régionales, tout en analysant de manière précise les différents pays qui la composent et les enjeux auxquels ils sont confrontés.

Les champs d'intervention de ce programme sont multiples : animation du débat stratégique ; réalisation d'études, rapports et notes de consultance ; organisation de conférences, colloques, séminaires ; formation sur mesure.

Ce programme est dirigé par **Marianne Peron-Doise**, directrice de recherche à l'IRIS, et **Emmanuel Lincot**, directeur de recherche à l'IRIS et professeur à l'Institut catholique de Paris.

L'actualité stratégique de l'Indo-Pacifique vient de connaître deux épisodes marquants et d'apparence relativement contradictoire. Le premier se réfère à une réunion des quatre ministres des Affaires étrangères membres du Dialogue quadripartite sur la sécurité ou QUAD (à savoir l'Inde, le Japon, l'Australie et les États-Unis) à New Delhi le 29 mai 2026. Le deuxième tient au changement de nom du commandement américain pour l'Indo-Pacifique (USINDOPACOM), redevenu Commandement américain pour le Pacifique (USPACOM) le 16 juin 2026. Un pivot américain vers le Pacifique qui interroge alors que le QUAD semble prendre un nouvel élan.

RETOUR DE L'USPACOM, UN SIGNALEMENT STRATÉGIQUE AMÉRICAIN À L'INTENTION DE L'INDE OU DE LA CHINE ?

Après un premier sommet ministériel à Washington en janvier 2025 où avaient émergé des doutes sur la continuité du groupe, les ministres des Affaires étrangères du QUAD, étaient présents dans la capitale indienne le 26 mai 2026 pour une nouvelle réunion.

Mécanisme de coordination minilatéral emblématique de la stratégie indopacifique de Joe Biden et de la défense d'un espace « libre et ouvert », le QUAD a semblé marqué le pas depuis le début de la deuxième administration Trump. Le paradoxe tient à ce qu'en 2017, Donald Trump et son secrétaire d'État Mike Pompeo, avaient été parmi les premiers à s'en emparer convaincus par le Premier ministre japonais Shinzō Abe qui en a fait le concept de référence de la politique étrangère de l'archipel tout en réussissant le tour de force d'y agréger l'Inde. De fait, la guerre commerciale et les hausses tarifaires enclenchées dès 2025 par la nouvelle administration républicaine n'ont épargné aucun des proches partenaires des États-Unis, dont ceux du QUAD. Au demeurant, l'ensemble des pays asiatiques ont le plus grand mal à échapper tant aux pressions commerciales que militaires de Donald Trump et au fur et à mesure que la rivalité sino-américaine se durcit, ils se voient acculés à une diplomatie d'équilibre consistant à coopérer et entretenir des relations économiques avec la Chine tout en s'efforçant de se coordonner avec les États-Unis. De plus, tout au long de l'année 2025, les crispations se sont accumulées entre Delhi et Washington, notamment au sujet de la Russie auprès de laquelle l'Inde continue de s'approvisionner en pétrole et en gaz. Qui plus est, Trump a établi des liens forts avec le Pakistan, autrefois régime paria pour Washington, mais devenu médiateur entre les États-Unis et l'Iran¹. Le résultat le plus direct de la mésentente croissante de Donald Trump et Narendra Modi a été l'annulation du sommet des dirigeants

¹ Daniella Cheslow et Sophia Cai, « Inside Pakistan's turnaround with Trump », *Politico*, 4 mai 2026.

du QUAD, prévu en Inde fin 2025 en raison du désistement, calculé ou non, du président américain.

Aussi, cette nouvelle réunion de haut niveau du QUAD, provoquée tant par le ministre des Affaires étrangères indien Subrahmanyam Jaishankar que son homologue américain Marco Rubio soucieux de « lisser » la relation bilatérale, n'a pas manqué d'interroger quant à ses objectifs et ses perspectives de long terme alors qu'une relative crise de confiance s'est installée entre ses membres. La décision du ministre de la Guerre américain le 16 juin 2026² de revenir à l'appellation initiale d'USPACOM, commandement américain pour le Pacifique en lieu et place de celui d'USINDOPACOM, commandement américain pour l'Indo-Pacifique, ne fait qu'accentuer le malaise stratégique des partenaires des États-Unis dont le mantra essentiel est depuis 2017 la défense d'un « Indo-Pacifique libre et ouvert ». Faut-il y voir la mésentente consommée de la relation bilatérale entre l'Inde et les États-Unis ? Plus simplement, s'agit-il d'une façon très trumpienne de renvoyer l'Inde à des responsabilités de gestionnaire de l'océan Indien, celui-ci relégué à une fonction de théâtre secondaire, les États-Unis se recentrant sur le Pacifique et la relation avec la Chine, considérée comme plus décisive. Au demeurant, la zone de responsabilité opérationnelle de USPACOM n'a pas varié des côtes américaines à l'ouest de l'Inde, de « Hollywood à Bollywood » selon les termes de l'amiral Harris ancien USINDOPACOM. Qui plus est, en dénonçant il y a quelques mois l'accord sur la restitution des îles Chagos longuement négocié entre les gouvernements britanniques et mauriciens, Donald Trump a obtenu le maintien de la présence américaine sur l'île de Diego Garcia³.

Pour sa part, le communiqué final du QUAD⁴ a révélé de nouvelles ambitions du groupe pour l'Indo-Pacifique. Il y est question du développement de coopérations en matière de tenue de situation et de surveillance maritime régionales (*Maritime Domain Awareness*) où l'Inde et sa marine occupent d'ailleurs une place de choix, de nombreuses initiatives pour renforcer la résilience des infrastructures critiques dans le Pacifique Sud (extension des liaisons par câbles

² Communiqué du ministère de la guerre américain, *Department of War Restores U.S. Pacific Command Designation*, 16 juin 2026.

³ En mai 2025, le Royaume uni et l'île Maurice ont signé un accord prévoyant la restitution de la souveraineté de l'archipel des Chagos, situé dans le nord de l'océan Indien à l'île Maurice, tout en maintenant une importante base militaire américano-britannique sur l'un des atolls, Diego Garcia. Bien que Maurice ait été indépendante en 1968, l'archipel était resté sous administration britannique. Cet accord a été vivement dénoncé par Donald Trump en dépit du bail de 99 ans obtenu concernant la location de la base. Le Pentagone considère Diego Garcia comme un atout stratégique majeur pour ses opérations au Moyen-Orient, y compris en ce moment contre l'Iran. Depuis, la situation est incertaine mettant également en suspens le sort des chagossiens expulsés de chez eux lors des travaux de construction de la base débutés en 1967.

⁴ United States Department of State, *Joint Statement from the Quad Foreign Ministers' Meeting in New Delhi*, 26 mai 2026.

sous-marins, connectivité digitale, modernisation portuaire aux Fidji, accès à l'IA), et de partenariats sur les minéraux critiques.

UN QUAD QUI PREND LA MESURE DE LA GÉOÉCONOMIE MARITIME

L'impact de la fermeture du détroit d'Ormuz décidé par le gouvernement iranien le 28 février 2026 en riposte au déclenchement des attaques israélo-américaines et le chaos énergétique mondial qui en a résulté a eu valeur de cas d'école. Il a clairement été démontré qu'au-delà des capacités militaires, la conduite d'un conflit régional moderne porterait inévitablement sur des actions de force visant les infrastructures, les réseaux logistiques et les corridors maritimes qui soutiennent le commerce, les flux énergétiques et la connectivité. Les initiatives annoncées à New Delhi reflètent cette prise de conscience stratégique, soulignant à quel point la géographie maritime économique constitue un facteur central dans les dynamiques de pouvoir régionales.

L'accent mis par le QUAD sur l'autonomie des chaînes d'approvisionnement, la connectivité et les minerais stratégiques peut se comprendre en raison de ce contexte bien qu'il ne soit pas nouveau. Dès 2021, le président Biden avait compris toute l'importance du QUAD en tant que cadre de coopération multidimensionnel pour aider à développer une vision inclusive de l'Indo-Pacifique et lisser son identité initiale d'outil de *containement* de la Chine. Pour autant dans un contexte régional post-covid, il s'agissait toujours de contrebalancer l'impact des projets de développement d'infrastructures de transport et de liaisons régionales entrepris à partir de 2013 par la Chine à travers les Routes de la Soie⁵ et l'accentuation de son emprise sur l'ensemble des mers d'Asie. Aussi le QUAD s'était rapidement organisé en groupes de travail autour de quatre puis six piliers à partir de 2022. Les thèmes abordés se déclinent ainsi autour du changement climatique et de l'adaptabilité, des technologies émergentes et critiques, de la cybersécurité, de la sécurité sanitaire, des infrastructures (incluant le *Partnership for Cable Connectivity and Resilience*) et le spatial.

Enfin la dimension maritime originelle du QUAD reste primordiale à travers la tenue régulière d'exercices navals favorisant l'interopérabilité entre les marines des membres et certains partenaires (dont la France, les Philippines et la Corée du Sud) ainsi que la mise en œuvre des activités de secours aux populations de type HADR (*Humanitarian Assistance and Disaster Relief*). En 2022, le QUAD a ainsi lancé l'initiative en faveur d'une meilleure connaissance de

⁵ Marianne Péron-Doise, « Le QUAD, pilier de la stratégie Indo-Pacifique de l'administration Biden ? », *The Conversation*, 21 avril 2021.

la situation maritime régionale ou *Indo-Pacific Partnership for Maritime Domain Awareness* (IPMDA) promouvant l'accès à la plateforme d'échanges d'informations maritimes américaine *Seavision*⁶. La réunion de New Delhi s'efforce d'opérationnaliser cette approche en l'élargissant substantiellement avec *l'Indo Pacific Maritime Surveillance Cooperation (IPMSC)* dont l'ambition est de bâtir une image maritime opérationnelle commune (*Common Operational Picture*)⁷.

LA CRÉATION D'UN CADRE RELATIF AUX MINÉRAUX CRITIQUES

Le QUAD a également annoncé un nouveau cadre relatif aux minéraux critiques visant à renforcer les chaînes d'approvisionnement en minéraux essentiels aux technologies de pointe, à la défense et aux énergies vertes. La sécurisation de ces chaînes constitue l'un des défis de long terme le plus important pour le groupe. La souveraineté en ce domaine s'avérant essentielle non seulement à la résilience économique mais aussi à la manœuvrabilité géostratégique pour l'ensemble de ses membres. Ce dispositif, doté d'un investissement de vingt milliards de dollars, est structuré autour de trois domaines : le financement et l'investissement, l'alignement réglementaire et l'environnement global, le recyclage et la récupération des minéraux critiques⁸.

L'utilisation plus large par la Chine des contrôles à l'exportation sur les terres rares comme outil de pression géopolitique a accéléré l'urgence d'une diversification des chaînes d'approvisionnement pour les quatre membres du QUAD⁹. Le contrôle décidé par Pékin¹⁰, étendu jusqu'en 2026, couvre des matériaux centraux dans les chaînes d'approvisionnement en défense et en semi-conducteurs comme l'antimoine, le gallium, le germanium et le graphite. Le Japon a d'ailleurs fait l'amère expérience du durcissement chinois. Dans les semaines précédant la réunion de New Delhi, la Chine a suspendu ses exportations de terres rares vers le Japon, notamment des matériaux utilisés dans l'aérospatiale, la défense et la fabrication de semi-conducteurs afin de sanctionner des propos de la nouvelle Première

⁶ Sarabjeet Parmar, « What next for the QUAD after the 11th Foreign Minister's meeting in New Delhi ? », *Times Now*, 29 mai 2026.

⁷ Anutama Banerji et Sarabjeet Parmar, « The QUAD's Indo-Pacific maritime surveillance cooperation Initiative : balancing Intent, Actions and limitations », *India's World*, 15 juin 2026, <https://indiasworld.in/the-quads-indo-pacific-maritime-surveillance-cooperation-initiative-balancing-intent-actions-and-limitations/>.

⁸ Département d'État américain « QUAD critical minerals initiative framework along the US, Japan, Australia and India », 26 mai 2026, <https://www.state.gov/releases/office-of-the-spokesperson/2026/05/quad-critical-minerals-initiative-framework-among-the-united-states-japan-australia-and-india>.

⁹ La Chine assure aujourd'hui 70 % de l'extraction des terres rares et environ 90 % de leur transformation.

¹⁰ Tae Yoon-Kim et alli, « With new export controls on critical minerals, supply concentration risks become reality », *Agence Internationale de l'Énergie*, 23 octobre 2025.

ministre Sanae Takaichi concernant l'implication de Tōkyō dans l'hypothèse d'une crise dans le détroit de Taïwan. Or, le Japon importe la majorité de ses terres rares transformées de Chine, une dépendance que le QUAD escompte contribuer en partie à alléger à moyen terme.

Les obstacles ne manquent pas notamment une confiance limitée et une coordination interne incohérente, chaque partenaire - en particulier les États-Unis - privilégiant son propre programme industriel national.

LE QUAD ET LES PORTS DU FUTUR

En Indo-Pacifique, le vecteur principal de la prospérité et de la croissance est la mer. L'essentiel du commerce asiatique dépend des routes maritimes s'étendant du golfe Persique à travers l'océan Indien, le détroit de Malacca et la mer de Chine méridionale jusqu'au Pacifique. L'importance économique de la mer de Chine méridionale dépasse largement la région elle-même. Environ un tiers du commerce maritime mondial, passe par ses voies maritimes, dont 30 % du commerce mondial de pétrole brut et 40 % concernant le Gaz naturel liquéfié (GNL).

À mesure que le commerce et les chaînes d'approvisionnement se concentrent de plus en plus autour d'un nombre relativement restreint de routes maritimes et de points d'étranglement, les infrastructures ont acquis une importance stratégique accrue. Les ports, centres logistiques, systèmes de télécommunications et câbles sous-marins ne sont plus considérés simplement comme des actifs commerciaux. Ils sont évalués sur la résilience, l'accès et la sécurité économique dont l'océan Indien et le Pacifique Sud.

Le développement de la Route de la Soie maritime et l'empreinte économique croissante de Pékin ont accéléré cette prise en compte de l'importance des infrastructures critiques. La Chine a financé ou construit des projets d'infrastructures en Asie, en Afrique, au Moyen-Orient. Les entreprises et les sociétés de services chinoises ont également développé des intérêts commerciaux dans les ports, les installations logistiques et les réseaux de télécommunications à travers plusieurs régions maritimes stratégiquement importantes de l'océan Indien, aux mers de Chine orientales et méridionales et jusqu'en Océanie. L'intérêt du QUAD pour les systèmes de constructions portuaires s'est manifesté avec le lancement en 2024 d'un projet spécifique *Quad ports of the future*. Le forum s'était déjà mobilisé sur le thème de la réalisation d'infrastructures de qualité à travers des programmes portés par les États-Unis tels le *Build Back Better* de Joe Biden ou le Japon, fondés sur des normes élevées et la transparence par opposition à des projets chinois de piètre facture sans considérations

environnementales. Le nouveau projet du QUAD sur les ports du futur, présenté lors d'une conférence à Mumbai en octobre 2025, propose une ouverture vers le Pacifique Sud avec un programme de rénovation à Fidji.

LE RÉINVESTISSEMENT EN OCÉANIE VIA LE SECTEUR PORTUAIRE FIDJIEN

Considérées il y a encore peu de temps comme en marge de l'Indo-Pacifique, les îles du Pacifique Sud ont vu les rivalités de puissances et les ambitions stratégiques des grands acteurs régionaux se déplacer vers elles, tandis que la Chine se faisait plus visible¹¹. L'engagement diplomatique chinois dans la région est cependant ancien et depuis les années 1990, il vise à réduire l'influence de Taïwan avec laquelle s'engage la diplomatie du carnet de chèques auprès des États insulaires. Dix ans plus tard, Pékin est devenu un important contributeur à l'aide au développement local, octroyant des dons sous un format bilatéral sans conditionnalité (contrairement à l'Australie, premier contributeur, au Japon et aux États-Unis). L'Océanie est ainsi incluse dans le projet de construction d'infrastructures des Routes de la Soie dont bénéficieront, entre autres, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, Fidji, le Vanuatu et les Îles Salomon¹².

En 2022, la signature d'un accord de sécurité entre la Chine et les Îles Salomon, débouchant notamment sur une coopération policière, renforce les inquiétudes des puissances traditionnelles dont l'Australie et les États-Unis. Pour celles-ci, l'activité économique accrue de Pékin auprès des États insulaires a pour objectif progressif de faciliter un accès stratégique plus large, notamment aux ressources marines régionales, tout en permettant à la marine chinoise de s'implanter progressivement¹³. Les États insulaires du Pacifique contrôlent d'immenses zones économiques exclusives s'étendant sur des millions de kilomètres carrés d'océan, eux-mêmes se définissent comme de « grands États océaniques ». Ces espaces maritimes se trouvent sur des routes reliant l'Asie, l'Océanie et les Amériques et s'insèrent dans l'architecture plus large des communications et de la logistique de l'Indo-Pacifique. Le

¹¹ Guangyi Pan, « Pacific Island countries in the time of great power competition », *Small islands and invisible boundaries*, dir. Deborah Nandy et Monojit Das, Palgrave Mac Millan, p 69-92, 2025.

¹² Sarah Mohamed Gaillard, « Géopolitique de l'Océanie », *Le Cavalier Bleu*, (janvier 2026) : 78-85.

¹³ Anna Powles, « Geopolitical duel in the Pacific: Solomon Islands security at risk as Australia and China compete », *The Interpreter*, 7 juillet 2023, <https://www.lowyinstitute.org/the-interpreter/geopolitical-duel-pacific-solomon-islands-security-risk-australia-china-compete>.

Pacifique Sud est vital pour la connectivité numérique mondiale¹⁴. Plusieurs grands réseaux de câbles sous-marins reliant l'Amérique du Nord, l'Asie et l'Océanie y passent. Les États-Unis, le Japon et l'Australie sont intervenus de façon très pro-active pour empêcher la Chine de s'associer à des projets de câbles sous-marins (notamment la construction de câbles optiques sous-marins transcontinentaux et d'amélioration de passage d'information satellitaire) portés par la Chine et son opérateur HMN (anciennement *Huawei Marine Network*). On peut citer le système de câbles de la Mer de Corail posé par *Vocus Communication* et *Alcatel Submarine Network* en 2019 et reliant l'Australie à la Papouasie-Nouvelle-Guinée et à Honiara, Auki, Noro et Taro aux Îles Salomon¹⁵. Autre construction emblématique et surveillée de très près par les États-Unis, le réseau de câbles de Micronésie orientale impliquant des bases militaires comme Guam et les Îles Marshall qui abritent le site d'essais de l'atoll de Kwajalein.

Cela explique l'importance de la décision du QUAD de soutenir la rénovation d'infrastructures portuaires à Suva et Lautoka aux Fidji¹⁶. L'île accueille régulièrement des bâtiments chinois, dont des flottes de pêches et le navire de surveillance spatiale et de missiles *Yuan Wang 7*. Cette initiative est significative par ce qu'elle suggère concernant l'évolution des priorités stratégiques à travers l'Indo-Pacifique. En combinant le soutien des infrastructures portuaires et numériques avec la surveillance maritime et les programmes de sensibilisation du domaine maritime, le QUAD cherche à renforcer la connectivité intra-insulaire et transpacifique tout en améliorant sa visibilité et son influence dans une région importante pour le commerce, les communications et l'accès stratégique.

CONCLUSION

À mesure que l'attention se porte sur la sécurité des routes maritimes critiques et des infrastructures qui les soutiennent, l'importance des points d'étranglement clés reliant les océans Indien et Pacifique est devenue plus évidente. D'où l'importance renouvelée du détroit de Malacca et de la mer de Chine méridionale pour l'ensemble des membres du QUAD, notamment l'Inde dont les déploiements navals s'étendent de plus en plus de l'océan Indien

¹⁴ Er Kritika, « Trusted infrastructure, contested sovereignty: submarine cables in the Pacific », *ORF*, 26 mai 2026, <https://www.orfonline.org/expert-speak/trusted-infrastructure-contested-sovereignty-submarine-cables-in-the-pacific>.

¹⁵ En 2023, l'ancre d'un porte-conteneur taïwanais qui avait dérivé en raison d'une forte tempête avait endommagé le câble reliant les Îles Salomon perturbant durablement les communications entre les principales îles.

¹⁶ Kaneka Naimatau, « Suva, Lautoka ports for QUAD upgrade », *Fiji Sun*, 27 mai 2026, <https://fijisun.com.fj/news/nation/suva-lautoka-ports-first-for-quad-upgrade>.

vers l'Asie du Sud-Est et qui a renforcé sa présence militaire dans les Îles Adaman et Nicobar à quelques 90 kilomètres du détroit de Malacca.

L'accent mis sur le développement des Fidji indique un changement conceptuel plus large. Le Quad est souvent évoqué principalement comme une réponse à la montée en puissance militaire chinoise. Pourtant, son programme s'étend de plus en plus au-delà des questions traditionnelles de sécurité. Les minéraux critiques, les câbles sous-marins, la résilience des chaînes d'approvisionnement, les infrastructures numériques et la conscience du domaine maritime occupent désormais une place centrale dans les discussions du mécanisme car ils se situent à l'intersection de la sécurité économique et de la concurrence stratégique.

L'expertise stratégique en toute indépendance



PROGRAMME
ASIE-PACIFIQUE



2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France

+ 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

iris-france.org



L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'évènements.